



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 28 septembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 156 BUDGET PRINCIPAL – TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES
LIMITATION DE L'EXONERATION DE DEUX ANS EN FAVEUR
DES CONSTRUCTIONS NOUVELLES A USAGE D'HABITATION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 septembre 2021, s'est réuni le mardi 28 septembre 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-François LAPORTE
(Prend part aux délibérations N°141 à N°160)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Christophe MOREL
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS SANS PROCURATION :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20210928-2021-156-DE
Date de réception préfecture : 29/09/2021

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Monsieur Christophe MOREL à Monsieur le Maire
Monsieur Franck BARBEY à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-François LAPORTE à Monsieur François ROUSTAN
Madame Magali CONESA à Madame Mélia Nora ADDAD
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 29 juin 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

- | | |
|-------------------|---|
| 2021 - 141 | SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL
DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
ILOT MEDIATHEQUE SUD
CESSION A LA SPL DES EMPRISES FONCIERES APPARTENANT A LA VILLE |
| 2021 - 143 | SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE PAR LA SPL
CONTRACTUALISATION D'UN EMPRUNT BANCAIRE DE 1,5 MILLION D'EUROS
AUPRES DE LA CAISSE D'EPARGNE
GARANTIE D'EMPRUNT A HAUTEUR DE 80 % DE LA VILLE DE GRASSE |
| 2021 - 176 | DEVELOPPEMENT DURABLE
MISE EN PLACE DU DISPOSITIF « INTRACTING » POUR LE FINANCEMENT
DES TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DANS LES ECOLES |
| 2021 - 179 | MUSEE INTERNATIONAL DE LA PARFUMERIE
ACCEPTATION D'UN DON MANUEL |

DU 28 SEPTEMBRE 2021

**BUDGET PRINCIPAL 2021
TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES
LIMITATION DE L'EXONERATION DE DEUX ANS EN FAVEUR
DES CONSTRUCTIONS NOUVELLES A USAGE D'HABITATION**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Les possibilités octroyées aux communes de supprimer l'exonération de foncier bâti de deux ans ayant été modifiées, il est proposé au conseil municipal de délibérer à nouveau.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
AFFAIRES FINANCIERES	Recettes estimées	50 000 €

Madame Catherine BUTTY expose :

En matière de taxe foncière sur les propriétés bâties, une exonération s'applique pour les constructions nouvelles, additions de constructions, reconstructions et conversions de bâtiments ruraux en logements, en ce qui concerne les immeubles à usage d'habitation durant les deux années qui suivent celle de leur achèvement.

Pour compenser la perte de ce produit, une dotation de compensation était reversée aux communes.

En loi de finance pour 1992, cette dotation a été supprimée, privant les collectivités d'une partie de leur produit fiscal ; elles pouvaient néanmoins par une délibération spécifique supprimer cette exonération.

C'est ainsi que la Ville de Grasse, par délibération du Conseil Municipal du 18 mars 1993, avait décidé la suppression de cette exonération.

La loi de finances pour 2006 n'ayant pas réinstauré cette dotation, le Conseil Municipal de la Ville de Grasse, par délibération 2006-104, a décidé de maintenir la suppression de cette exonération.

Compte tenu de la réforme liée à la suppression de la taxe d'habitation des résidences principales et du transfert de fiscalité du département de la taxe sur le foncier bâti en découlant, pour les locaux d'habitation achevés après le 1^{er} janvier 2021, la délibération prise antérieurement par la commune devient caduque. Pour ces locaux, l'exonération de deux ans de TFPB sera totale, sauf délibération de la collectivité pour limiter l'exonération.

Si la commune souhaite maintenir une suppression d'exonération en 2022, il convient de délibérer avant le 1^{er} octobre 2021. A défaut de délibération, ces constructions seront exonérées en totalité de la part communale pendant les deux premières années de prise en compte fiscale.

Vu la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2021 ayant modifié les dispositions de l'article 1383 du CGI,

Vu les dispositions de l'article 1383 du code général des impôts qui permet au conseil municipal de limiter l'exonération de deux ans de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions nouvelles, additions de constructions, reconstructions et conversions de bâtiments ruraux en logements, en ce qui concerne les immeubles à usage d'habitation ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600696-20210928-2021-166-DE
Date de réception en préfecture : 28/09/2021

Considérant que le Conseil Municipal peut par délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A Bis du Code Général des Impôts et pour la part qui lui revient, limiter cette exonération à 40 %, 50 %, 60 %, 70 %, 80 % ou 90 % de la base imposable ;

Considérant que le conseil municipal peut toutefois réduire ces exonérations uniquement pour ceux de ces immeubles qui ne sont pas financés au moyen de prêts aidés de l'Etat prévus aux articles L.301-1 du code de la construction et de l'habitation ou de prêts conventionnés visés à l'article R.331-63 du même code.

La commission Optimisation et Performance des Moyens et Ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 septembre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DECIDER** de la limitation d'exonération de deux ans de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions nouvelles, additions de constructions, reconstructions et conversions de bâtiments ruraux en logements, en ce qui concerne les immeubles à usage d'habitation à 40 % de la base imposable ;
- **CHARGER** Monsieur le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **29 SEP. 2021**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

